

RAPPORT ANNUEL SONAR-IARD



On n'est jamais leader par hasard !

2014

www.sonar.bf

Membre du réseau
international



Membre du réseau
Panafricain d'assurances



SOMMAIRE

Présentation du Conseil d'Administration et de l'équipe de direction	4
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014	6
Compte d'exploitation Générale	18
Compte de pertes et profits	20
Bilan au 31/12/2014	22
Rapport Général du Commissaire aux Comptes à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires	24
Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes.....	26
Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2015 (Comptes - Exercice 2014).....	27

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION SONAR-IARD



Amadou SANGARE

*Président du Conseil
d'Administration*

ADMINISTRATEURS

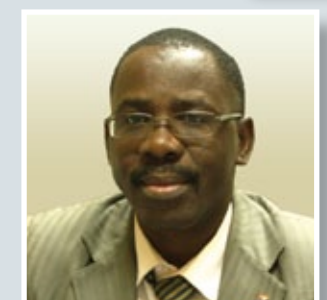
- › **Monsieur BAYALA André**
- › **Monsieur OUEDRAOGO Francis**
- › **Monsieur COMPAORE Appolinaire**
- › **Monsieur TRAD Karim**
- › **Monsieur DIALLO Aboubakr**
- › **Monsieur OUEDRAOGO Paul Ismaël**
- › **Monsieur ZIGUELE Martin**
- › **Monsieur ZERBO Mamadou**

LA DIRECTION DE SONAR-IARD

André BAYALA
Directeur Général



Félix ILBOUDO
Directeur Général Adjoint



Justice K. KAMBOU
Directeur de l'Audit Interne et du Contrôle de Gestion



Issa KONSEIGA
Directeur Comptable et Financier



Boubacar G. TRAORE
Directeur de la Production



Emmanuel BADOLO
Directeur des Ressources Humaines et Logistique



Brice Hippolyte HIEN
Directeur de l'Informatique



Abdou Hasine SALIA
Directeur des Sinistres et du Contentieux



Adama ZOUNGRANA
Directeur Commercial et Marketing



Jean-Marie Vianney BEYI
Directeur de SONAR Bobo-Dioulasso



A. Jean-Marie WOBA
Inspecteur du Portefeuille

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DE SONAR-IARD AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Suite au douloureux événement du 11 mars 2015 du rappel à Dieu de notre Très Cher regretté, le Directeur Général André BAYALA, il m'échoit la lourde responsabilité, dans la continuité de service, de vous présenter le présent rapport.

Messieurs les Actionnaires,

Au titre de l'exercice 2014, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et adoption le présent rapport de gestion portant sur :

- › la situation de l'entreprise durant l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
- › les perspectives de développement, et de continuation de l'activité ;
- › l'évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement ;
- › les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

L'exercice 2014 s'est déroulé dans le contexte ci-dessous synthétisé.

AU NIVEAU INTERNATIONAL

- La chute du cours mondial de l'or qui a eu un impact réel sur le secteur minier au Burkina et au niveau des assurances.
- Les États-Unis, qui s'étaient engagés à réduire leur production d'hydrocarbure dans les années 70 dans un contrat avec l'OPEP, sont devenus en 2014 un grand producteur renforçant la chute du cours mondial du baril de pétrole et provoquant la fin du pétrodollar (le pétrole n'est plus vendu uniquement en dollar sur le marché international).
- La Chine devient la première puissance économique mondiale devant les États-Unis.

AU NIVEAU AFRICAIN ET SOUS RÉGIONAL (UEMOA ET CEDEAO)

- La pandémie du virus Ebola et ses conséquences démographiques, sociales, économiques et financières.
- La crise de gouvernance dans le groupe bancaire panafricain Ecobank commencée en 2013 et poursuivie en 2014 avec des conséquences financières sur les portefeuilles des détenteurs de ses titres cotés.

AU NIVEAU DU BURKINA FASO

- Le climat socio-politique tendu depuis 2013 a abouti à une insurrection populaire au 4^e trimestre de 2014 ayant entraîné le départ précipité du pouvoir du Président Blaise COMPAORE et l'ouverture d'une transition politique avec objectif ultime, l'organisation des élections présidentielles dans les délais initialement prévues de novembre 2015, au plus tard.
- La destruction par saccage ou par incendie des biens publics et privés suite à cette crise politique a paralysé certaines entreprises et renforcé l'attentisme des milieux d'affaires avec un impact sur l'emploi.
- La nouvelle réalité économique en fin octobre 2014 a amené le nouveau Ministre de l'Économie et des Finances et le FMI à revoir à la baisse à 4% pour l'année 2014, le taux de croissance de l'économie nationale initialement estimé à près de 7%.

AU NIVEAU DU SECTEUR DES ASSURANCES

- Le Marché du Burkina a relevé le défi d'organiser la 38^e Assemblée Générale de la FANAF en février 2014 et a battu le record de participation jusque là observé à cette instance.
- L'année 2014 est la dernière année de mise en œuvre de l'article 13 nouveau du Code CIMA et dans les bilans de l'exercice 2014 ne doivent figurer que les créances sur les assurés respectant les dérogations prévues par cet article.
- L'année 2014 a vu l'adoption par la CIMA d'un certain nombre de règlements et circulaires d'application :
 - Le Règlement N°0001/CIMA/PCMA/CE/SG/CIMA/2014 complétant la liste des Documents et Registres Comptables des Organismes d'Assurances et la Circulaire N°0003/CIMA/CRCA/PDT/2014 relative à la transmission des états statistiques intermédiaires des organismes d'assurances.
 - Le Règlement N°0002/CIMA/PCMA/PCE/2014 modifiant certaines dispositions du Code des Assurances relatives à l'Indemnisation des Victimes d'Accidents de la Circulation.
 - Le Règlement N°0003/CIMA/PCMA/PCE/2014 modifiant certaines dispositions du Code des Assurances relatives aux Avances sur Polices.
 - La Circulaire N°001/CIMA/CRCA/PDT/2014 relative aux sanctions des sociétés d'assurances collaborant avec des personnes non habilitées à présenter des opérations d'assurances.
 - La Circulaire N°002/C/CIMA/CRCA/PDT/2014 relative à l'indication des taux de garanties des contrats d'assurance vie.

AU NIVEAU DU GROUPE SONAR

- Reconduction pour la 6^e fois consécutive de la « **Note A avec perspective stable** » à SONAR-IARD par l'agence de notation financière internationale Global Credit Rating.
- Mise en œuvre du nouveau manuel de procédures et renforcement organisationnel au niveau de la filiale SONAR-VIE.
- Poursuite des travaux du Système de Management de la Qualité avec un audit en Blanc de SONAR-IARD en décembre 2014 ayant donné une conclusion favorable pour aller à un audit de certification en 2015.
- Évaluation interne du Plan Stratégique SONAR Vision 2015 et dégagement des actions de l'année terminale du plan inscrites dans le budget 2015.
- Renforcement des actions d'assainissement de portefeuille en vue de respecter le délai de décembre 2014 fixé par l'article 13 du Code CIMA pour l'annulation intégrale des arriérés de primes.
- Revalorisation de 10% de la rémunération du personnel dans le sens de l'émulation prônée dans les valeurs du Groupe.
- Étude prospective et rapprochement avec une société de la zone CIMA dans l'optique de notre déploiement à l'international.

C'est dans ce contexte général que la SONAR-IARD a conduit au cours de l'année 2014 ses activités que nous résumons ci-dessous :

A. LA SITUATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE AU 31 DÉCEMBRE 2014

La SONAR-IARD a terminé l'année 2014 avec :

- › un chiffre d'affaires de **9 866 335 870 FCFA** ;
- › une charge de sinistre de **4 536 314 475 FCFA** ;
- › des frais généraux de **3 455 500 970 FCFA** dont commissions : 974 684 814 FCFA ;
- › un résultat brut d'exploitation bénéficiaire de **1 653 331 399 FCFA** ;
- › un bénéfice net de **1 268 869 002 FCFA**.

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit :

I RECETTES

(Crédit du compte d'exploitation générale)

I.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2014, toutes branches confondues est de **9 866 335 870 FCFA**, contre 9 633 463 924 FCFA en 2013. Il augmente de plus de 2 % par rapport à l'exercice précédent et représente 95,92% des prévisions budgétaires, comme le montre le tableau ci-après :

Tableau comparatif des chiffres d'affaires 2013 et 2014

BRANCHES	C.A. 2013	Prévisions 2014	C.A. 2014	Taux de Réalisation %	C.A. 2014 C.A. 2013
AUTOMOBILE	3 269 365 251	3 629 437 031	3542 290 257	97,60	1,08
INCENDIE ET MULTIRISQUES	874 194 150	1 081 897 908	1 021 255 521	94,39	1,16
TRANSPORT	863 849 641	916 997 425	974 143 871	106,23	1,12
RISQUES DIVERS	4 151 757 159	4 532 728 550	4 200 447 539	92,67	1,01
dont : Maladie (Assurance Santé)	1 279 869 931	1 260 975 131	1 266 103 053	100,41	0,98
R C Général	278 354 708	352 071 112	305 070 069	86,65	1,09
Vol	155 298 882	200 000 000	188 363 013	0,94	1,21
Indiv. Accident	133 816 419	156 411 937	320 863 127	205,14	2,39
Autres Risques	2 304 417 219	2 563 270 370	2 120 048 277	82,71	0,92
TOTAL ASS. DIRECTE	9 159 166 201	10 161 060 914	9 738 137 188	95,84	1,06
ACCEPTATIONS	474 297 724	125 000 000	128 198 682	102,56	0,27
TOTAL GÉNÉRAL	9 633 463 924	10 286 060 914	9 866 335 870	95,92	1,02

L'analyse par branche se présente comme suit :

→ Automobile

Cette branche a un chiffre d'affaires en 2014 de 3 542 290 257 FCFA en hausse de plus de 8% comparé à 2013 et correspondant à un taux d'exécution budgétaire de 97,60%.

La hausse du chiffre d'affaires est liée aux nouvelles affaires du fait de l'augmentation du parc automobile national et la non atteinte de la prévision budgétaire s'explique par les annulations massives dans cette branche qui est la plus concernée par les arriérés de primes dans le cadre de l'application de l'article 13 nouveau et la multiplication des contrats temporaires due à l'incapacité de certains clients de payer la prime annuelle au comptant. On note aussi la résiliation, sur notre propre initiative, du contrat d'un gros client en transport public de personnes pour mauvaise sinistralité.

→ Incendie et Multirisques

Cette branche a enregistré une hausse de plus de 16 % en 2014 comparé au réalisé de 2013 avec un taux d'exécution budgétaire de 93,39%. Cette hausse et la non atteinte des prévisions budgétaires sont la résultante de deux effets, à savoir, la captation de nouvelles affaires et la réduction de primes de certains contrats de sociétés minières en lien avec la chute du cours de l'or.

→ Transport

La branche Transport enregistre une hausse de 12% entre 2013 et 2014 avec un taux d'exécution budgétaire de 106,23% en 2014 ; cette situation s'explique par de nouvelles affaires avec deux sociétés minières et le retour d'un gros client qui avait quitté pour la concurrence.

→ Risques divers

Les Risques Divers ont une légère hausse de 1% par rapport à l'exercice 2013, avec une réalisation de 92 ,67% des prévisions budgétaires.

Le comportement des sous branches est résumé comme suit :

- **Maladie** : Malgré des affaires nouvelles pour plus de 105 millions de FCFA, son chiffre d'affaires baisse de 2% par rapport à 2013 avec un taux de réalisation budgétaire de 100,41%. Cette baisse s'explique par la réduction des effectifs dans le secteur minier et la baisse de primes consentie à un gros client par le Réassureur du fait de sa bonne sinistralité.
- **Responsabilité Civile Générale** : Elle est en hausse de 9% par rapport à 2013. Le budget a été exécuté à 86,65%.
- **Vol** : elle est en hausse de 21% entre 2013 et 2014. Son budget a été réalisé à 94%.
- **Individuelle Accident** : Cette sous branche enregistre une hausse de 239% de son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2013 avec un taux de réalisation budgétaire de 205,14%. Cette performance est liée à la hausse du chiffre d'affaires du produit SONAR Travel grâce à de nouvelles affaires.

Les Autres Risques ont baissé de 8% par rapport à 2013 avec un taux de réalisation budgétaire en 2014 de 82,71%. Cette contre-performance est en lien direct avec la baisse du cours de l'or.

→ Acceptations

Le montant réalisé des acceptations en 2014 représente 0,27% de celui de 2013 et correspond à 102,56% du budget 2014. La réalisation de 2013 était une situation exceptionnelle.

La Structure du Portefeuille se présente comme suit en 2014 :

Structure du Portefeuille

BRANCHES	C.A. 2013	Poids %	C.A. 2014	Poids %
AUTOMOBILE	3 269 365 251	33,93	3 542 290 257	35,90
RC	2 365 829 195	24,55	2 477 144 437	25,11
Dommages	903 536 056	9,38	1 065 145 820	10,80
INCENDIE ET MULTIRISQUES	874 194 150	9,07	1 021 255 521	10,35
TRANSPORT	863 849 641	8,98	974 143 871	9,87
Aviation	200 258 316	2,07	166 962 807	1,69
Facultés	663 591 325	6,88	807 181 064	8,18
RISQUES DIVERS	4 151 757 159	43,10	4 200 447 539	42,57
Vol	155 298 882	1,61	188 363 013	1,91
Dommages Corporels	133 816 419	1,38	320 863 127	3,25
R C Général	278 354 708	2,88	305 070 069	3,09
Risques techniques	57 101 868	0,59	2 807 361	0,03
Maladie	1 279 869 931	13,28	1 266 103 053	12,83
Risques spéciaux	2 027 345 829	21,04	1 908 634 542	19,34
Autres dom. aux biens	219 969 522	2,28	208 606 374	2,11
TOTAL ASS. DIRECTE	9 159 166 201	95,08	9 738 137 188	98,70
ACCEPTATIONS	474 297 724	4,92	128 198 682	1,30
TOTAL GÉNÉRAL	9 633 463 924	100	9 866 335 870	100

L'Automobile, avec une part de 35,9%, voit sa contribution augmentée de 2% par rapport à 2013 dans le chiffre d'affaires mais se maintient en deuxième position derrière les « Risques Divers » depuis 2010.

Les Risques Divers gardent toujours la première position avec une part de 42,57%.

L'Incendie et Multirisques représentent 10,35% et le Transport est à hauteur de 9,87%.

Le poids des Risques Divers est impacté par ceux des sous branches Risques Spéciaux (19,34%) et la Maladie (12,83%).

I.2. Les Provisions de Primes

Les Provisions pour Risques en Cours à la clôture de 2014 s'élèvent à 3 933 337 927 FCFA contre 4 629 402 956 FCFA en 2013, en baisse de 15,04%.

Les Provisions pour Annulations de Primes (PAP) baissent de 83,72%, soit 41 635 049 FCFA à la clôture de 2014 contre 255 790 394 FCFA en 2013 suite à l'apurement des arriérés.

I.3. La Réassurance

Les primes cédées en réassurance se situent en 2014 à 4 056 054 687 FCFA contre 4 310 653 354 FCFA en 2013. Le taux de cession des primes baisse de 44,74% en 2013 à 41,11% en 2014.

I.4. Les Primes acquises à l'exercice

Après déduction des primes cédées et la part des Réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les Primes Acquises nettes de l'exercice sont de 6 699 134 550 FCFA contre 4 679 496 615 FCFA en 2013.

I.5. Les Produits

→ Les Produits Financiers

Les produits financiers en fin 2014 s'élèvent à 1 587 770 205 FCFA, en hausse de 8,75% par rapport à 2013 où le montant était de 1 460 025 219 FCFA suite à l'augmentation importante de nos placements.

→ Les Autres Produits

D'un montant de 110 087 121 FCFA ce poste est composé en majorité de produits d'apérition.

II DÉPENSES

(Débit du Compte d'Exploitation Générale)

II.1. Sinistres

Au 31 décembre 2014, nous avons payé un montant total de sinistres, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, de 3 056 637 509 FCFA contre 2 478 239 624 FCFA en 2013, soit une hausse de 23%. Par rapport au budget 2014, nous avons réalisé en sinistres payés 55,72% comme le montre le tableau suivant :

Tableau comparatif des sinistres payés 2013 et 2014

BRANCHES	Réalisations 2013	Prévisions 2014	Réalisations 2014	Taux de Réalisation %	Réal. 2014 Réal. 2013
AUTOMOBILE	1 170 897 440	1 500 000 000	1 355 275 894	90,35	1,15
INCENDIE ET MULTIRISQUES	264 822 821	400 000 000	399 308 161	99,83	1,50
TRANSPORT	132 143 670	275 278 000	216 299 943	78,58	1,636
RISQUES DIVERS	723 411 221	3 005 527 659	998 383 035	33,22	1,38
dont : Maladie	671 230 513	645 527 659	819 814 896	127	1,22
R C Général	30 050 666	200 000 000	55 362 687	27,68	1,84
Vol	1 190 175	200 000 000	112 416 655	56,21	94,45
Indiv. Accident	3 757 519	20 000 000	10 788 797	53,94	2,87
Autres Risques	17 182 348	1 940 000 000	0	0	-
TOTAL ASS. DIRECTE	2 291 275 147	5 180 805 659	2 969 267 033	57,31	1,29
RECOURS (*)	13 104 028		7 906 108		0,60
ACCEPTATIONS	189 094 777	305 000 000	51 960 821	17,04	0,27
PARTICIPANTS AUX EXCÉDENTS (*)	12 462 045		63 536 599		5,09
PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES	23 435 773		106 852 362		4,55
TOTAL GÉNÉRAL	2 478 239 624	5 485 805 659	3 056 637 509	55,72	1,23

(*) A déduire

II.2. Provisions pour Sinistres à Payer

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice à 11 195 519 534 FCFA contre 9 715 842 568 FCFA en fin 2013, en hausse de 15,23% liée à l'application des nouvelles dispositions.

II.3. Réassurance

Les sinistres payés à la charge des Réassureurs sont de 602 148 959 FCFA en 2014, contre 405 619 634 FCFA en 2013.

Les provisions pour sinistres à payer à la charge des Réassureurs sont de 2 678 211 117 FCFA à la clôture de 2014 contre 2 274 580 892 FCFA en 2013.

II.4. Charge de sinistres

Après déduction de la part des Réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2014 est de 3 530 535 291 FCFA avec un taux de sinistralité nette de 52,70% contre 2 475 831 636 FCFA et un taux de sinistralité de 52,90% en 2013.

II.5. Frais Généraux décaissables

Le budget de fonctionnement 2014 a été exécuté à 99,46% et correspond à 102 % du réalisé de l'exercice précédent 2013. Le détail est résumé dans le tableau ci-dessous :

Exécution du budget 2014

CHAPITRES	Réalisations 2013	Prévisions 2014	Réalisations 2014	Taux de Réalisation %	Réal. 2014 Réal. 2013
FRAIS DE PERSONNEL	973 292 681	987 944 732	1 010 353 331	102,27	1,03
IMPÔTS & TAXES	222 031 894	222 330 968	213 692 314	96,11	0,96
TRAV. FRES. & SCES. EXT.	489 325 630	536 017 476	539 800 856	100,71	1,10
TRANSPORT & DÉPLTS	31 608 945	45 250 000	34 061 666	75,27	1,07
COMMISSIONS & CTAGES	1 020 968 843	924 901 765	974 684 814	105,38	0,95
FRAIS DIV. DE GESTION	454 894 887	579 277 988	466 923 942	80,60	1,02
FRAIS FINANCIERS.	97 059 509	81 503 209	119 522 514	146,65	1,23
TOTAUX	3 289 182 389	3 377 226 138	3 359 039 437	99,46	1,02

L'analyse par chapitre est la suivante :

→ Frais de personnel

Les frais de personnel enregistrent une hausse de 3% par rapport à 2013 et dépassent le budget 2014 de plus de 2% du fait des effets conjugués des avancements, de la hausse des salaires du personnel de 10% pour compter de juillet 2014.

Les frais de personnel sont exécutés à 102,27% du budget 2014.

→ Impôts et Taxes

Ce chapitre représente 96% du réalisé de l'exercice 2013 et connaît une réalisation budgétaire 2014 de 96,11%. Cette situation est expliquée surtout par la baisse de l'impôt foncier qui a connu une situation exceptionnelle en 2013 en rapport avec le titre foncier du terrain de la ZACA.

→ Travaux, Fournitures et Services Extérieurs

Ce chapitre a une réalisation budgétaire de 100,71% et est en hausse de 10% par rapport à l'exercice 2013, hausse anticipée dans le budget en lien avec les honoraires, les frais d'entretien d'immeubles et du parc informatique.

→ Transport et Déplacement

Ce poste est exécuté à 75,27% du budget, du fait de la non réalisation de certaines missions à l'extérieur et dépasse de 7% le montant réalisé au dernier exercice. En 2013 une économie avait été constatée sur les frais de voyage des Administrateurs non résidents qui n'ont pas pu participer à certains conseils.

→ Commissions et Courtages

Ce poste s'élève à 974 684 814 FCFA soit 105,38% de son budget du fait que certaines anciennes affaires sont restées dans notre portefeuille mais placées en courtage par les clients. Ce poste est en baisse de 4,53% comparé à 2013.

→ Frais Divers de Gestion

Le montant exécuté est de 466 923 942 FCFA, en hausse de 2% comparé à l'exercice 2013 mais réalisé à 80,60% par rapport au budget.

→ Frais Financiers

Les Frais Financiers connaissent un taux d'exécution de 146,65% et sont en hausse de 23% par rapport à 2013, hausse induite par l'augmentation concomitante des intérêts versés sur les dépôts des réassureurs et des intérêts et commissions bancaires.

II.6. Amortissements et Provisions

Le montant des amortissements des immeubles de rapport en 2014 est de 215 984 047 FCFA, sensiblement le même qu'en 2013.

Le montant des amortissements des immeubles de placement est de 122 880 360 FCFA.

L'ensemble des dotations aux amortissements est donc de 338 864 407 FCFA contre 357 451 745 FCFA en 2013.

Aucune dotation aux provisions n'a été constatée pour 2014.

II.7. Part des réassureurs dans les frais généraux

La part des Réassureurs dans les frais généraux est de 484 778 657 FCFA en baisse de 22,24% comparé au montant de 623 433 744 FCFA de l'exercice 2013.

II.8. Solde du compte d'exploitation générale

Du rapprochement du Débit et du Crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1 653 331 399 FCFA.

III COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS

→ Profits sur exercices antérieurs

Ce poste enregistre 301 698 624 FCFA composé en grande partie de régularisation d'opérations de réassurances.

→ Profits exceptionnels

Les profits exceptionnels, d'un montant de 28 959 245 FCFA comprennent des encaissements d'arriérés et diverses opérations régularisées de l'exercice.

→ Plus values de cession

Les plus values sur cession, d'un montant de 622 258 128 FCFA concernent la plus value sur cession d'actions BOA Burkina pour 616 248 271 FCFA et le reste sur les éléments d'actifs corporels.

→ Pertes sur exercices antérieurs et PANE

Ce poste regroupe les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 533 901 642 FCFA composés essentiellement des régularisations en réassurance et des pertes sur arriérés et la reprise sur PANE 2013 de 294 670 039 FCFA.

→ Pertes exceptionnelles :

Il s'agit de pertes sur créances pour un montant de 5 380 328 FCFA.

→ Pertes de change :

Les différences de change à notre défaveur s'élèvent à 12 629 760 FCFA.

→ Impôt sur les sociétés (IS)

L'impôt sur les sociétés de 2014 est de 490 796 625 FCFA.

→ Bénéfice de l'exercice

Le bénéfice net de l'exercice 2014 est de 1 268 869 002 FCFA contre 574 748 573 FCFA en 2013 soit une hausse de 54,70%.

IV BILAN

Le total du Bilan avant affectation de résultat est de 26 726 660 969 FCFA contre 24 192 978 387 FCFA en 2013. Il est en hausse de 10,47%.

V RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

V.1. Marge de Solvabilité

La marge de solvabilité est excédentaire de 3 639 906 099 FCFA contre 3 110 278 389 FCFA en 2013.

V.2. Couverture des engagements réglementés :

Nos engagements réglementés sont couverts à 134,32% en tenant compte des règles de localisation des placements, de limitation et de dispersion.

B. LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE NOTAMMENT EN MATIÈRE DE CONTINUATION DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Pour la sixième notation financière consécutive depuis 2009, la SONAR-IARD s'est vue attribuée la « **Note A avec perspective stable** » par l'Agence de notation financière Global Credit Rating basée à Johannesburg en Afrique du Sud. La perspective stable traduit la stabilité des fondamentaux de la société qui ne nécessitent pas une attention particulière de l'agence de notation, jusqu'à la prochaine notation. Malgré la crise socio-politique vécue en octobre 2014, l'Agence de notation n'a pas mis sous surveillance notre notation, comme cela a été le cas pour certaines entreprises du Burkina Faso.

La SONAR-IARD a été contrôlée du 22 au 30 septembre 2014 par la Direction des Assurances. Le rapport provisoire de contrôle relève des faiblesses dans la mise en œuvre de l'article 13 nouveau du Code CIMA mais n'a pas signalé de manquements graves remettant en cause les états financiers et statistiques antérieurs ou pouvant être de nature à compromettre la continuité d'exploitation de la société.

Les états financiers au 31/12/2014 qui vous sont présentés confortent cette position.

Les capitaux propres avant répartition du résultat 2014 se chiffrent à 5 187 226 072 FCFA couvrant 3,6 fois le capital social.

La trésorerie immédiate (Caisses, Banques, CCP) se chiffre à 3 410 635 FCFA après de nouveaux placements en 2014 de 2 168 083 216 FCFA faisant évoluer les placements de 14,76% entre les fins des deux exercices 2013 et 2014 (voir tableau sur le plan de placement) .

Le ratio des frais généraux s'améliore en passant de 35,62% en 2013 à 35,02% en fin 2014.

Le taux de couverture des engagements réglementés tenant compte des règles de localisation des placements, de limitation et de dispersion s'améliore de plus de 14 points passant de 120,10% en 2013 à 134,32% en 2014.

Les comptes 2014 qui vous sont présentés ainsi que le présent rapport ont été soumis à notre Commissaire aux Comptes qui vous présentera son rapport.

Notre Commissaire aux Comptes est inscrit à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Burkina (ONECCA-BF) et est agréé par la CRCA dans les conditions prévues par le Code CIMA.

C. ÉVOLUTION DE LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE ET LE PLAN DE FINANCEMENT/PLACEMENT

I SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie immédiate est en baisse de 25,60% entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014 et se situe à 3 410 635 155 FCFA du fait d'importants placements effectués courant 2014 et qui ont impacté positivement la hausse des produits financiers.

Le tableau ci-dessous donne les détails de la trésorerie immédiate :

Éléments de trésorerie	2013	2014	Évolution 2013/2014 en %
CAISSE	12 680 532	8 347 611	-34,17
BANQUES ET CCP	4 571 371 536	3 402 287 544	-25,57
TOTAL TRÉSORERIE IMMÉDIATE	4 584 052 068	3 410 635 155	-25,60

II PLAN DE PLACEMENT

La répartition de nos placements par groupe de véhicules est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

Véhicules de placement	Montant bilan au 31/12/2013	Montant bilan au 31/12/2014	Évolution 2013/2014 en %
TITRES DE PARTICIPATION	3 953 180 609	4 451 294 670	12,60
TITRES ET OBLIGATIONS	6 139 963 675	6 798 097 679	10,72
DÉPÔTS À TERME	1 870 000 000	2 920 000 000	56,15
TITRES À COURT TERME (TITRES D'ÉTAT)	0	0	0
PRÊTS (AVEC INTÉRÊTS)	243 896 471	205 731 622	-15,65
IMMEUBLES DE PLACEMENT (MONTANT BRUT)	2 477 402 649	2 477 402 649	0
TOTAL	14 684 443 404	16 852 526 620	14,76

D. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DU RAPPORT DE GESTION

L'événement majeur, triste et regrettable comme souligné en début de ce rapport est le décès du Directeur Général, Monsieur André BAYALA, survenu après la validation de ces états financiers de l'exercice 2014 et son autorisation de les soumettre à l'examen du commissaire aux comptes.

Sur le plan économique et financier, nous n'avons détecté aucun événement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis.

Pour rappel, en vertu des articles 49 et 71 du Droit Comptable OHADA, obligation est faite aux dirigeants d'exposer les événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion.

CONCLUSION

L'année 2014 se termine avec une amélioration continue de l'ensemble des critères de performance économique et financière. La SONAR-IARD maintient son leadership sur le marché IARDT qui compte désormais huit sociétés avec une part de marché de 29,78% sur un chiffre d'affaires du marché situé à 33,1 milliards de FCFA, selon les données provisoires de l'APSAB.

Notre société passe la date butoir du 31 décembre 2014 fixée par l'article 13 nouveau du Code CIMA pour l'annulation des arriérés de primes avec sérénité. Ce résultat est l'aboutissement heureux d'un objectif majeur de son plan stratégique, SONAR VISION 2015, à savoir l'assainissement de son chiffre d'affaires.

En prenant en compte la nécessité de faire des investissements stratégiques à partir de 2015 et au regard du bénéfice net d'impôt, nous proposons à l'Assemblée Générale, la répartition du bénéfice disponible (report à nouveau auquel s'ajoute le résultat net d'impôt de l'exercice 2014) selon le tableau ci-après :

BÉNÉFICE DE L'ANNÉE	1 268 869 002
DOTATION À LA RÉSERVE LÉGALE (10% DU BÉNÉFICE)	0
SOLDE RESTANT	1 268 869 002
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	69 801 830
BÉNÉFICE DISTRIBUTABLE	1 338 670 832
DIVIDENDE BRUT (4000 x 144 000)	576 000 000
▫ <i>dont IRVM de 12.5% de 576 000 000</i>	<i>72 000 000</i>
▫ <i>dividende net 3 500 x 144 000</i>	<i>504 000 000</i>
SOLDE RESTANT	762 670 832
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	600 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	80 000 000
REPORT À NOUVEAU	82 670 832

Après affectation et distribution, les capitaux propres seront :

CAPITAL SOCIAL	1 440 000 000
RÉSERVES LÉGALES	341 514 788
RÉSERVES FACULTATIVES	2 147 040 452
REPORT À NOUVEAU	82 670 832
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	4 611 226 072

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous remercions pour terminer le personnel pour ses efforts soutenus, son professionnalisme et sa mobilisation, le Commissaire aux Comptes pour ses diligences, notre clientèle pour sa fidélité à notre Société et les partenaires pour leur confiance renouvelée et vous, chers Actionnaires, pour votre confiance à la SONAR, notre Société.

Le Conseil d'Administration

1. COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2014

DÉBIT			
DÉSIGNATIONS	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
Prestations et frais payés	3 056 637 509	602 148 959	2 454 488 550
Provisions de sinistres à la clôture	11 195 519 534	2 678 211 117	8 517 308 417
Provisions de sinistres à l'ouverture	9 715 842 568	2 274 580 892	7 441 261 676
Prestations et frais de l'exercice	4 536 314 475	1 005 779 184	3 530 535 291
Commissions de l'exercice	974 684 814		
AUTRES CHARGES			
Frais de personnel	1 010 353 331		
Impôts et taxes	213 692 314		
Travaux fournitures et services extérieurs	539 800 856		
Transport et déplacement	34 061 666		
Frais divers de gestion	466 923 942		
Dotations aux amortissements	215 984 047		
Dotations aux provisions	0		
Autres charges de l'exercice	2 480 816 156		
Commissions et charges de l'exercice	3 455 500 970	484 778 657	2 970 722 313
CHARGE DES PLACEMENTS			
Frais financiers :			
▪ sur titres	36 420 694		
▪ sur immeubles de placement	-		
▪ autres frais	83 101 820		
Dotations aux amt. des valeurs de plct.	122 880 360		
	242 402 874		242 402 874
RÉSULTAT D' EXPLOITATION			1 653 331 399
			8 396 991 876

COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2014

CRÉDIT			
DÉSIGNATIONS	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
Primes et accessoires (nets d'annul.)	9 866 335 870	4 056 054 687	5 810 281 183
Provisions pour risques en cours à l'ouverture	4 629 402 956	141 858 479	4 487 544 477
Provisions pour risques en cours à la clôture	3 933 337 927	120 491 472	3 812 846 455
Provisions pour annulation de primes à l'ouverture	255 790 394	0	255 790 394
Provisions pour annulation de primes à la clôture	41 635 049	0	41 635 049
Primes de l'exercice	10 776 556 244	4 077 421 694	6 699 134 550
PRODUITS FINANCIERS			
Sur titres	1 102 626 438		1 587 770 205
Sur immeubles de placement	327 006 772		
Autres produits	158 136 995		
	1 587 770 205		
AUTRES PRODUITS			
Produits accessoires	110 087 121		110 087 121
			8 396 991 876

2. COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS AU 31 DÉCEMBRE 2014

DÉBIT		CRÉDIT	
LIBELLÉS	MONTANT	LIBELLÉS	MONTANT
Pertes sur exercices antérieurs	533 901 642	Profit d'exploitation de l'exercice	1 653 331 399
REPRISE SUR PANE 2013	294 670 039	Profits sur exercices antérieurs	301 698 624
Pertes exceptionnelles	5 380 328	Profits exceptionnels	28 959 245
Perte de change	12 629 760	Plus value de cessions	622 258 128
Impôts sur les bénéfices	490 796 625		
Bénéfice de l'exercice	1 268 869 002		
	2 606 247 396		2 606 247 396



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Monsieur OUEDRAOGO Denis nouveau Directeur Général de la SONAR-IARD

Le Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances IARD (SONAR-IARD) a le plaisir d'informer les assurés, les souscripteurs, les bénéficiaires de contrats d'assurances ainsi que les partenaires nationaux et internationaux que **le Conseil d'Administration a nommé Monsieur OUEDRAOGO Denis, Directeur Général de la SONAR-IARD le 26 mai 2015.**

Il remplace à ce poste Feu Monsieur BAYALA B. André, décédé le 11 mars 2015.

Monsieur OUEDRAOGO Denis est diplômé de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (France), de l'Institut International des Assurances de Yaoundé (Cameroun) et de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

Il a assumé pendant plus de vingt ans des fonctions techniques et de management dans le domaine des assurances au Burkina Faso, avec une expérience internationale à travers des missions d'expert et de formateur.

A propos de la SONAR-IARD

Créée en 1974, la **SONAR-IARD est leader des Assurances au Burkina Faso** avec un Chiffre d'Affaires, au titre de l'exercice 2014, d'environ 10 Milliards de francs CFA.

Dans un souci de transparence et de bonne gouvernance, elle se soumet régulièrement à la notation financière internationale. **Pour la 6^e année consécutive, elle a obtenu la note A** avec perspective stable qui signifie "capacité de règlement des sinistres élevée."

Reconnue sur le plan national pour son expertise, sa capacité de pénétration du marché et l'impact de son activité sur l'économie nationale, le Cabinet ECO FINANCE ENTREPRISE lui a décerné, en présence du Président du Faso et du

Premier Ministre, la **Palme de l'Entreprise la plus dynamique du Secteur des Assurances de Dommages** au Burkina Faso.

La SONAR-IARD s'est résolument engagée dans la démarche qualité et **a brillamment réussi la certification ISO 9001 version 2008** : gage d'une satisfaction de la clientèle et d'une approche dynamique pour l'efficacité garantie pour le client et toutes les parties prenantes.

Amadou SANGARE
Président du Conseil d'Administration



On n'est jamais leader par hasard !

3. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

ACTIF				
DÉSIGNATIONS	MONTANTS BRUTS	AMORTIS. ET PROVISIONS	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				11 560 176
▪ Brevets et licences	309 246 125	298 687 049	10 559 076	
▪ Fonds de Commerce	1 001 100		1 001 100	
	310 247 225	298 687 049	11 560 176	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				1 813 465 271
▪ Terrains	893 857 582		893 857 582	
▪ Immeubles bâtis	3 138 165 992	2 851 061 082	287 104 910	
▪ Matériels de transport	248 350 000	195 540 143	52 809 857	
▪ Mobiliers	175 412 836	129 303 275	46 109 561	
▪ Matériels	935 714 843	830 539 412	105 175 431	
▪ Agenc. Amenag. Installat.	823 097 060	487 092 367	336 004 693	
▪ Immobilisations en cours	92 403 23		92 403 238	
	6 307 001 551	4 493 536 280	1 813 465 271	
AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES				11 773 129 516
▪ Titres & Obligations	6 798 097 679		6 798 097 679	
▪ Prêts au personnel et autres	229 610 500		229 610 500	
▪ Dépôts et cautionnements	3 744 397		3 744 397	
▪ Titres de participation	4 451 294 670		4 451 294 670	
▪ Espèces chez les cédantes	272 098 085		272 098 085	
▪ Frais de prospection	18 284 185		18 284 185	
	11 773 129 516		11 773 129 516	
PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES				2 798 702 588
▪ Provisions de primes	120 491 471		120 491 471	
▪ Provisions pour sin. à payer	2 678 211 117		2 678 211 117	
	2 798 702 588		2 798 702 588	
VALEURS RÉALISABLES ET DISPONIBLES				10 329 803 418
▪ Comptes courants cessionnaires	584 190 692		584 190 692	
▪ Comptes courants cédants	474 241 331		474 241 331	
▪ Comptes courants coassureurs	103 868 950		103 868 950	
▪ Créances sur les assurés	1 150 449 356		1 150 449 356	
▪ Personnel	5 690 232		5 690 232	
▪ ÉTAT	286 883 397		286 883 397	
▪ Filiales	198 386 030		198 386 030	
▪ Débiteurs divers	667 413 093	3 544 169	663 868 924	
▪ Comptes de régularisation ACTIF	457 032 899		457 032 899	
▪ Banques CCP et titres échus	6 396 843 996		6 396 843 996	
▪ Caisses	8 347 611		8 347 611	
	10 333 347 587		10 329 803 418	
TOTAL GÉNÉRAL				26 726 660 969

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

PASSIF		
DÉSIGNATIONS	MONTANTS	TOTAUX PARTIELS
CAPITAUX PROPRES ET RÉSERVES		3 918 357 070
▪ Capital social	1 440 000 000	
▪ Réserves légales	341 514 788	
▪ Réserves facultatives	2 067 040 452	
▪ Report à nouveau	69 801 830	
	3 918 357 070	
DETTES À LONG ET MOYEN TERMES		2 251 158 559
▪ Dettes pour espèces remises par réassureurs	2 251 158 559	
PROVISIONS TECHNIQUES		15 170 492 510
▪ Provisions pour sin. à payer	11 195 519 534	
▪ Provisions de primes	3 974 972 976	
	15 170 492 510	
DETTES À COURT TERMES		4 117 783 828
▪ Comptes courants des cessionnaires	2 239 538 684	
▪ Comptes courants coassureurs	42 653 736	
▪ Apporteurs (commissions dues)	454 144 792	
▪ Personnel	3 154 819	
▪ ÉTAT	1 212 571 397	
▪ Dividendes	31 500	
▪ Crédoeurs divers	63 946 453	
▪ Comptes de régularisation PASSIF	7 015 421	
▪ Fournisseurs	94 727 026	
	4 117 783 828	
RÉSULTAT NET		1 268 869 002
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	1 268 869 002	
TOTAL GÉNÉRAL		26 726 660 969

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, portant sur :

- › le contrôle des comptes annuels de la société SONAR-IARD ;
- › les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

ÉTATS FINANCIERS SOUMIS À NOTRE AUDIT

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 3 918 millions de FCFA et un bénéfice net de l'exercice de 1 269 millions de FCFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des Assurances et l'OHADA.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Direction Générale de la SONAR-IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des Assurances et l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GTE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- › l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- › la révision des comptes ;
- › les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1. Opinion sur les comptes annuels

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la Société SONAR-IARD arrêtés au 31 décembre 2014, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.

2. Vérifications et informations spécifiques

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

3. Respect des ratios prudentiels de la CIMA

3.1. Marge de solvabilité

La marge de solvabilité de la SONAR-IARD au 31 décembre 2014 est excédentaire de 3 639 906 099 FCFA.

3.2. Couverture des engagements réglementés

Les engagements sont couverts à 134,32 %.

Fait à Ouagadougou, le 10 avril 2015



**Le Commissaire aux Comptes
Rosette C. RIFFARD NACRO**

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)
Commissaire aux comptes des sociétés
Expert près des Tribunaux de Ouagadougou

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux articles 438 à 448 de l'acte uniforme du traité de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et de Groupements d'Intérêt Économique (GIE).

- › Toute convention entre une société anonyme et un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints ;
- › Toute convention entre une société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- › Toute convention à laquelle un administrateur, un directeur général, un directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- › Toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, le directeur général, le directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante, doivent être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux comptes.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2014.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice sous revue

La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR-IARD et la SONAR-VIE le 1^{er} janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2014 a produit les effets ci-après :

CONVENTION	EFFETS PRODUITS AU COURS DE L'EXERCICE 2014
Convention d'assistance technique	121 301 233
TOTAL	121 301 233

Fait à Ouagadougou, le 10 avril 2015



Le Commissaire aux Comptes

Rosette C. RIFFARD NACRO

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)

Commissaire aux comptes des sociétés

Expert près des Tribunaux de Ouagadougou

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 15 MAI 2015 (COMPTES - EXERCICE 2014)

PREMIÈRE RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le vendredi 15 mai 2015 au Splendid-Hôtel - Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2014 et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 28 des statuts de la société, prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à l'unanimité, par acclamation.

DEUXIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DES RÉSULTATS

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le vendredi 15 mai 2015 au Splendid-Hôtel - Ouagadougou, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice :

BÉNÉFICE DE L'ANNÉE	1 268 869 002
DOTATION À LA RÉSERVE LÉGALE (10% DU BÉNÉFICE)	0
SOLDE RESTANT	1 268 869 002
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	69 801 830
BÉNÉFICE DISTRIBUABLE	1 338 670 832
DIVIDENDE BRUT (4000 x 144 000)	576 000 000
▫ <i>dont IRVM de 12.5% de 576 000 000</i>	<i>72 000 000</i>
▫ <i>dividende net 3 500 x 144 000</i>	<i>504 000 000</i>
SOLDE RESTANT	762 670 832
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	600 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	80 000 000
REPORT À NOUVEAU	82 670 832

Les dividendes seront mis en paiement à partir du lundi 1^{er} juin 2015.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à l'unanimité, par acclamation.

TROISIÈME RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE SONAR DES EXERCICES 2013 ET 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances-IARD (SONAR-IARD) tenue le vendredi 15 mai 2015 au Splendid-Hôtel - Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés du Groupe SONAR des exercices 2013 et 2014, comptes certifiés par le Commissaire aux Comptes, approuve les dits comptes.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à l'unanimité, par acclamation.

QUATRIÈME RÉOLUTION : RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le vendredi 15 mai 2015 au Splendid-Hôtel - Ouagadougou, décide de fixer à quarante quatre millions (44 000 000) de francs CFA hors taxes, la rémunération annuelle des Administrateurs pour compter du 1^{er} janvier 2015.

Le Conseil d'Administration répartira librement cette somme entre ses membres.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à l'unanimité, par acclamation.

CINQUIÈME RÉOLUTION : POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le vendredi 15 mai 2015 au Splendid-Hôtel - Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès Verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

Cette résolution mise aux voix a été adoptée à l'unanimité, par acclamation.



Avec vous pour le meilleur et le pire.

Fort d'une solide expérience de plus de 40 ans, le **Groupe SONAR** est leader des assurances au Burkina Faso.

Pour la 6^{ème} année consécutive, l'agence de notation financière Global Credit Rating, basée en Afrique du Sud, lui a attribué la « **Note A**, avec perspective stable » ; ce qui signifie « capacité élevée de règlement des sinistres ».

Dans le souci d'optimiser la qualité de ses services, le **Groupe SONAR** s'est engagé dans un processus de certification de son Système de Management de la Qualité selon la norme **ISO 9001** version 2008.

On n'est jamais leader par hasard !

Membre du Réseau
International



Membre de GLOBUS



Réseau Panafricain d'assurances

